



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada



# Les possibilités et défis de la diversité: Un rôle pour le capital social?

## Rapport de synthèse

### Conférence internationale

Montréal (Québec) Canada  
Du 23 au 25 novembre 2003

#### Partenaires fédéraux

*Projet de recherche sur les politiques  
Citoyenneté et immigration Canada  
Commission du droit du Canada  
Condition féminine Canada  
Développement des ressources humaines Canada  
Patrimoine canadien  
Statistique Canada*

Projet du PRP  
Le Capital comme instrument  
de politiques publiques

Canada

## **Sommaire de la conférence**

L'intégration des immigrants et la gestion de la diversité forment, en termes de politiques, une préoccupation clé, tant pour le Canada que pour la plupart des autres pays membres de l'OCDE, et elle le demeurera tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle. Au sein de l'OCDE, les immigrants proviennent d'une gamme plus diversifiée de pays, apportant avec eux une multitude de langues, de cultures et de religions. Les décideurs continuent d'être confrontés aux possibilités et aux défis inhérents à la nécessité d'assurer la bonne intégration des immigrants et des membres de toutes les communautés ethnoculturelles. Certes, l'intégration des immigrants et la gestion de la diversité suscitent un intérêt soutenu parmi les chercheurs et les décideurs, mais ce n'est que récemment qu'ils se sont penchés sur le rôle possible de facilitation ou d'entrave que pourrait jouer le capital social à cet égard. À une époque où l'on soulève des questions relativement aux difficultés croissantes dans le processus d'intégration des immigrants dans nombre de pays, dont le Canada, le fait de porter une attention au capital social pourrait accroître les choix en matière de politiques publiques pour résoudre ces questions.

Au cœur de la question à l'étude est l'idée que nos réseaux sociaux peuvent constituer une autre forme de capital, au-delà du capital physique et humain; un capital qui peut être à profit. Les connaissances d'une personne sont importantes pour lui permettre de « s'en sortir » ou de « gravir les échelons ». Il en est de même pour les communautés qui entretiennent des liens qui transcendent les divisions sociales : leur fonctionnement est plus efficace que celles qui sont très divisées.

La principale hypothèse sous-jacente à la conférence de Montréal est que, pour ce qui est du processus d'intégration des immigrants et de gestion de la diversité en général, les réseaux sociaux pourraient jouer un rôle clé dans l'atteinte de divers résultats souhaités.

Les immigrants de divers pays qui s'établissent au Canada doivent surmonter un nombre incroyable de défis stressants. Ils doivent entre autres trouver un logement, se lancer dans une nouvelle carrière, apprendre à connaître les systèmes d'éducation, de soins de santé et juridiques, en plus de devoir s'adapter à un nouvel environnement culturel. En outre, les nouveaux arrivants doivent relever ces défis alors qu'ils ont laissé dans leur pays d'origine la majorité de leurs contacts sociaux. Quant aux collectivités et employeurs canadiens, ils éprouvent souvent des difficultés à rejoindre ces nouveaux immigrants pour mettre en valeur leur potentiel. Il est ainsi difficile tant pour les nouveaux venus que pour les membres de la société hôte de nouer des relations efficaces.

L'établissement des immigrants ne signifie manifestement pas qu'ils se sont intégrés. Même après des générations d'immigration continue au Canada l'inclusion sociale, économique et politique de tous les groupes ethnoculturels, dont de nombreuses communautés établies depuis longtemps, reste un défi important pour tous les paliers de gouvernement.

La perspective du capital social suscite quant à elle une série de questions : Quel est le rôle des réseaux sociaux dans l'intégration des immigrants et la gestion de la diversité? À quel point est-il difficile d'établir des réseaux utiles et de les maintenir? Les nouveaux immigrants et les membres de la société hôte arrivent-ils à nouer des relations efficaces? Dans la négative, les gouvernements des pays membres de l'OCDE peuvent-ils favoriser davantage la création de telles connexions? Puisque les sociétés se diversifient culturellement, comment les gouvernements et intervenants peuvent-ils créer des ponts permettant à tous leurs membres une pleine participation dans les sphères sociales, politiques et économiques?

Les thèmes abordés lors de la conférence étaient structurés de façon à établir le rôle du capital social dans la participation, à divers niveaux, des nouveaux immigrants et des membres des diverses communautés. Afin de compléter les discussions tenues lors de la conférence, d'éminentes personnalités ont été invitées. Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE, a abordé les tendances en matière d'immigration dans les pays membres de l'OCDE, tandis que Robert Putnam, de l'Université Harvard, dont le discours s'intitulait *Le capital social dans une société de diversité : Qui mise sur les liens affectifs? Qui mise sur les liens instrumentaux?* a communiqué une partie des conclusions préliminaires de la *Social Capital Community Benchmark Survey*. En plus des sessions thématiques et des discours, un atelier préconférence d'une journée a été planifié afin de présenter les progrès dans la mesure du capital social ainsi que les nouvelles sources de données sur l'immigration, la diversité et le capital social.

Élaborée en consultation avec des spécialistes du domaine, chaque séance plénière consistait principalement en des exposés de responsables politiques, d'universitaires et de praticiens, suivis d'une période de questions. Plusieurs textes de réflexion avaient été préparés pour la conférence; les participants pouvaient ainsi les consulter afin d'approfondir la discussion. Ces documents peuvent être consultés sur le site Web du PRP (<[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)).

## **Mot de bienvenue**

### **Le contexte d'élaboration de politiques visant le capital social et l'intégration des immigrants**

Jean-Pierre Voyer, directeur exécutif du PRP, a ouvert la conférence en soulignant l'expérience canadienne en termes d'intégration des immigrants et de gestion de la diversité. Bien que l'immigration soit devenue l'une des principales sources de croissance démographique et de la main d'oeuvre, la proportion de nouveaux immigrants à faible revenu augmentent, et ce, malgré le fait que ces travailleurs sont de plus en plus qualifiés. M. Voyer a fait remarquer qu'à ce jour, le débat sur les politiques en matière de déterminants de l'intégration économique des nouveaux immigrants a surtout porté sur le rôle du capital humain : l'importance des compétences, des études et de l'acquisition des langues, ou encore la

nécessité d'une meilleure reconnaissance des titres de compétences. Le récent déclin dans le rendement économique des nouveaux immigrants indique qu'il est peut-être temps d'élargir l'analyse et d'étudier le rôle du capital social et des réseaux sociaux dans le processus d'intégration.

L'intégration réussie des immigrants n'est pas seulement une priorité canadienne; l'immigration et la diversité constituent aussi des questions clés dans pratiquement tous les pays membres de l'OCDE, en raison de la hausse de la migration entre les pays et de la diversité accrue qu'elle entraîne. C'est pourquoi l'OCDE a entrepris nombre d'études sur le processus d'intégration des immigrants. Ces dernières n'étaient toutefois pas axées sur le capital social. John Martin, coprésident de la conférence et directeur à l'OCDE, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires Sociales a cependant affirmé que si le capital social s'avérait plus qu'une vague question théorique, il faudrait toutefois clairement démontrer comment cette approche permet le développement de politiques plus efficaces que celles qui s'appuient sur d'autres théories et concepts sociaux. Il pourrait être utile d'adapter l'approche du capital social à des questions politiques précises, comme l'intégration des immigrants et la gestion de la diversité.

### **Séance plénière 1 :**

### ***Définir le capital social dans un contexte d'élaboration de politiques visant l'intégration des immigrants et la gestion de la diversité***

À l'occasion de la séance d'ouverture de la conférence, on a cherché à établir un cadre clair pour la conceptualisation du capital social à des fins d'application en politique publique de manière générale et en matière d'intégration et de diversité en particulier.

Jeff Frank, du PRP a d'abord présenté le cadre conceptuel fondé sur les réseaux sociaux que son équipe a développé. Ce cadre définit le concept de façon claire et simple en termes de réseaux sociaux; le cadre offre suffisamment de souplesse pour qu'y soient intégrés d'autres concepts importants étroitement liés, comme les normes, les valeurs et la confiance. Une définition restreinte du capital social évite de tomber dans le flou conceptuel qui nuit aux efforts d'application politique du concept.

Michael Woolcock, spécialiste des sciences sociales à la Banque mondiale, a offert un riche tableau des applications du capital social en politiques publiques. M. Woolcock a en particulier insisté sur la nécessité d'étendre le concept au-delà de l'élaboration des politiques et des programmes et de s'intéresser aussi aux pratiques où le capital social instrumental, notamment la qualité des relations sociales personnelles, font partie intégrante de la prestation des services publics (par exemple l'enseignement, les soins de santé et les services policiers). Un

participant à la conférence a souligné la similitude entre cette approche et les travaux précurseurs de Michael Lipsky sur les « bureaucrates de la rue ». M. Woolcock a également abordé les défis que doivent surmonter les personnes en situation de transition ou de conflit où entre en jeu un changement d'identité difficile à la suite de la perte et du remplacement des réseaux de relations. Les services et le soutien d'agents externes peuvent jouer un rôle important dans ces transitions.

Xavier de Souza Briggs, de l'Université Harvard et du MIT, s'est voulu plus prudent quant à l'application du concept du capital social aux politiques publiques. Malgré des progrès importants réalisés récemment dans la recherche sur le capital social, on a acquis relativement peu de savoir « donnant lieu à une action ». Cela dit, M. Briggs a suggéré l'intérêt de favoriser la création d'un « bon » capital social en faisant la promotion de la participation et de l'association aux organisations à l'échelle locale, là où il est possible de s'adresser aux intérêts de chacun à l'égard d'enjeux et de défis particuliers. Pour promouvoir la participation active des citoyens, il faut aller au-delà des cours traditionnels à la citoyenneté et accorder plus d'attention à l'acquisition de compétences « civiques » permettant de développer une capacité à résoudre les problèmes et de régler les différends collectivement.

L'exposé d'Howard Duncan, du Projet Metropolis, a essentiellement porté sur le capital social en tant que bien collectif issu des relations entre les membres d'une société, et entre ceux-ci et les institutions. Pour M. Duncan, le capital social est à la base même de la coopération, laquelle est le fondement de la prospérité et du mieux-être des sociétés, et par conséquent de la possibilité de vivre mieux. Il a expliqué qu'une plus grande inclusion sociale entraîne une augmentation du capital social, et qu'un capital social plus important mène à son tour à une prospérité accrue. Le rôle du gouvernement dans cette intellection est d'assurer l'infrastructure et le financement nécessaires à la promotion de l'inclusion sociale à partir d'un cadre légal, de programmes de subventions et d'un soutien aux organismes locaux.

En tant que panéliste, David Halpern, de la Prime Minister's Strategy Unit, au Royaume-Uni, a conclu que le concept du capital social doit être pris en considération avec les autres formes de capital. Toutefois, il a rappelé qu'il fallait savoir justifier solidement l'utilité du concept. Celui-ci est maintenant suffisamment clair pour que les responsables des politiques publiques puissent identifier des applications stratégiques concrètes.

## **Séance plénière 2 : Le capital social dans le contexte de l'immigration et de la diversité : la participation économique**

À la lumière de la remarque de Nurjehan Mawani (présidente de séance et conseillère principale sur la diversité auprès de la présidente, Centre canadien de gestion) soulignant que le discours politique et théorique était passé du « pourquoi » au « comment » de la gestion de la diversité, la deuxième séance a porté sur les manières de surmonter les obstacles à la participation économique des groupes ethnoculturels et des immigrants.

Elizabeth Ruddick, de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), a présenté un aperçu des tendances préoccupantes qui se dessinent présentement en matière de rendement économique des nouveaux immigrants, notamment une baisse des revenus à l'arrivée, l'accroissement des niveaux de pauvreté et l'écart de ceux-ci par rapport aux Canadiens. Bien qu'on ait cerné un certain nombre de facteurs pouvant expliquer ces tendances, par exemple la diminution de la reconnaissance des titres de compétences, un changement des pays sources et la morosité du marché du travail dans les années 90, ceux-ci ne justifient qu'une partie du déclin quant au rendement économique chez les immigrants. Le capital social et le rôle des réseaux, associés à d'autres facteurs tels que la langue ou la sensibilisation des employeurs, sont fort probablement des éléments fondamentaux parmi les variables inconnues. Afin de renverser ces tendances, le processus de sélection des immigrants tient maintenant compte des réseaux de relations sociales (ou des liens qui peuvent potentiellement se développer à la suite d'un séjour au Canada).

L'analyse de la participation économique des immigrants au sein d'États providences nordiques, telle qu'abordée par Annika Forsander (Université de Helsinki), de même que les réflexions de Mouna Viprey (Institut de recherches économiques et sociales) à l'égard de la situation française face à l'intégration des immigrants, a permis de s'interroger sur les avantages d'une politique multiculturelle afin de pallier la proportion croissante d'immigrants sans emploi. Le maintien d'une politique multiculturelle permet en effet de recourir explicitement aux avantages du capital social affectif ce qui favorise le partenariat avec les groupes ethniques tout en encourageant le développement du capital relationnel et instrumental. Une telle approche est moins aisée dans des pays comme la France et la Norvège, où le concept de citoyenneté est nationalisé et où l'on favorise un capital social affectif fort au sein de la population hôte, ce qui peut avoir la conséquence non voulue d'exclure les immigrants ou membres de groupes ethnoculturels.

Peter Li, professeur de sociologie à l'Université de la Saskatchewan, a mis en garde contre le danger de voir le capital social comme une solution infaillible aux problèmes d'intégration des immigrants et a présenté le côté sombre du capital social, notamment sa propension à exclure. Dans son exposé, M. Li a exploré diverses thèses de recherche relatives aux coûts et aux bénéfices possibles du

capital social pour le bien-être économique des immigrants et des minorités. La plupart des études convergent quant au rôle que jouent les communautés ethnoculturelles riches en capital social affectif en ce qui concerne les perspectives d'emploi initiales des nouveaux immigrants. On note toutefois des divergences de vues quant à savoir si les communautés ethnoculturelles sont un tremplin vers la réussite économique ou plutôt un piège dont quelques-uns seulement pourront aisément s'échapper. Selon la dynamique du capital social recherchée, les gouvernements et les intervenants pourront choisir de poursuivre des orientations stratégiques très différentes.

Derek Hum (Université du Manitoba) a fait écho à cette double nature du capital social dans ses observations en tant que paneliste lorsqu'il a comparé le capital social au cholestérol – certaines formes sont néfastes tandis que d'autres peuvent être bénéfiques.

### **Séance plénière 3 : Le capital social dans le contexte de l'immigration et de la diversité : l'éducation**

Selon Yvonne Hébert (Université de Calgary), les réseaux de relations que tissent les jeunes immigrants pendant leurs études, que ce soit avec les parents, la famille, les membres de leur communauté, les enseignants, les administrateurs et les amis, fournissent un cadre d'interactions sociales qui façonne l'intégration des jeunes. Ces expériences relationnelles créent la base de leurs futurs modèles d'acquisition et d'utilisation du capital social en plus de contribuer positivement sur leur rendement scolaire.

Des obstacles tels que la langue et le manque de familiarité avec le système d'éducation peuvent limiter l'implication des parents dans l'éducation de leurs enfants; la réponse des enseignants aux efforts que font les parents pour bâtir ces réseaux ont des conséquences importantes sur les résultats scolaires des jeunes. Le soutien de la communauté, les attentes sociales et le niveau de participation, ainsi que l'importance accordée aux études et à l'éthique de travail par la communauté, ont aussi une incidence positive sur les résultats scolaires des jeunes immigrants. Du coup, les systèmes d'éducation qui favorisent le développement de relations entre les parents et les autres adultes permet l'adhérence à des normes et des valeurs communes, ce qui contribue à accroître les capacités des jeunes.

Pour les raisons mentionnées précédemment, on ne peut ignorer l'importance des jeunes dans les discussions sur le capital social. Cela dit, les jeunes sont sous-représentés dans la recherche sur le capital social. Comprendre comment les relations sociales à l'école, avec les amis et la famille et dans la communauté facilitent l'acquisition et l'utilisation de formes spécifiques de capital social chez les jeunes canadiens devrait être une priorité pour les chercheurs. Il convient de

noter la dynamique particulière du capital social chez les immigrants, en ce sens que la migration crée une rupture dans l'utilisation du capital social, ce qui peut avoir des répercussions considérables sur les jeunes.

#### **Séance plénière 4 :** **Le capital social dans le contexte de l'immigration et de la diversité : les communautés et les dynamiques de quartier**

Tout au long de la conférence, plusieurs participants ont souligné l'importance des considérations communautaires dans la conception de toute politique ou de tout programme visant l'utilisation ou l'influence du capital social.

Brian Ray, du Migration Policy Institute, a insisté sur la nécessité d'assurer des ressources, du soutien et du capital financier de manière soutenue pour faciliter l'intégration et la pleine participation d'une communauté ethnoculturelle marginalisée. Néanmoins, il a soutenu qu'un bon capital social à la base peut aussi s'avérer indispensable à des progrès durables. Annick Germain (INRS-Urbanisation et Société) et Debbie Douglas (Ontario Council of Agencies Serving Immigrants) ont aussi reconnu l'énorme potentiel des réseaux sociaux, tout en soulignant que des stocks importants de capital social ne suffisent pas à eux seuls à garantir l'épanouissement d'une communauté. Même les groupes qui s'appuient sur de solides réseaux sociaux peuvent être incapables d'exploiter ce potentiel en raison d'autres obstacles systémiques.

Plusieurs conférenciers ont suggéré que les gouvernements pourraient offrir plus de souplesse, fournir une aide financière stable aux ONG et établir des partenariats avec des groupes communautaires et le secteur privé, afin d'augmenter le rendement social du capital investi, tout en développant le capital social instrumental entre les citoyens et l'État. Les participants ont mentionné l'intérêt de la recherche sur le développement économique communautaire à cet effet.

#### **Séance plénière 5 :** **Le capital social dans le contexte de l'immigration et de la diversité : la participation civique et politique**

Dans son exposé, Jean Tillie, de l'Université d'Amsterdam, a insisté sur l'importance de tenir compte de la complémentarité du capital social affectif et relationnel. Contrairement à l'hypothèse voulant que le capital social affectif nuise à la création d'un capital social relationnel, son étude tend à démontrer qu'une combinaison de liens de type affectifs et de liens interethniques de type relationnel peut s'avérer nécessaire pour en arriver à une intégration politico-sociale réussie.



La relation complexe entre le capital social affectif et relationnel, telle que présentée par M. Tillie ainsi que d'autres participants dans le cadre de la conférence, est clairement un sujet de recherche qui mérite d'être approfondi. Bien que la littérature reconnaisse l'incidence positive du capital social affectif, une trop grande importance de ce dernier semble nuire à la capacité des immigrants à « gravir les échelons ». Le capital social relationnel quant à lui est presque toujours bénéfique, bien que plus difficile à créer et à maintenir. La bonne combinaison de ces deux formes de capital social est souvent une alternative soit à l'une, soit à l'autre. Plusieurs exposés au cours de la conférence ont montré comment le capital social affectif peut servir de fondement au développement du capital social relationnel; c'est le cas notamment pour le développement communautaire. Une compréhension plus poussée des deux formes de capital social et de leur interaction est nécessaire.

Carolle Simard (Université du Québec à Montréal) a pour sa part souligné que les chercheurs qui s'intéressent au capital social négligent trop souvent l'importante question de l'intégration politique. Les programmes de recherche futurs devraient tenir compte de la dynamique de la participation politique pour mieux comprendre les raisons pour lesquelles certains groupes ethniques non majoritaires ont réussi à intégrer les institutions électorales, alors que d'autres en demeurent exclus. Cette disparité entre la capacité des groupes à recourir aux réseaux sociaux à des fins de gain politique, et le lien entre cette capacité et des questions plus larges, dont le racisme, la discrimination et les obstacles structurels mériteraient aussi d'être approfondis, ce qu'ont aussi soutenu Raymond Breton (Université de Toronto) et Gurchand Singh (Home Office, Royaume-Uni).

## **Séance plénière 6 : Le rôle du gouvernement et des intervenants**

Ratna Omidvar (Maytree Foundation) a insisté sur l'importance du rôle du gouvernement dans le soutien des initiatives à l'échelle locale, surtout pour soutenir le développement du capital social relationnel et instrumental. L'élimination des obstacles systémiques à la participation sociale, économique et politique des immigrants sera sans aucun doute l'une des formes d'intervention les plus valables.

Jean Séguin, du ministère de la Citoyenneté et de l'immigration du Canada a démontré l'intérêt de plusieurs programmes visant à développer le capital social relationnel, comme le Programme de jumelage avec des familles d'accueil canadiennes, qui facilite l'intégration des nouveaux arrivants. Il a aussi abordé d'autres programmes parrainés par CIC, dont les cours de langue et le rôle des agents de liaison en matière de multiculturalisme qui font de la sensibilisation dans les écoles auprès de différents groupes ethniques.

Une préoccupation centrale exprimée au cours de cette séance portait sur la responsabilité des questions de capital social tant à l'échelle nationale qu'internationale. Selon John Helliwell (Université de la Colombie-Britannique), compte tenu du large éventail de secteurs dans lesquels le capital social pourrait être utile, il serait préférable de développer des dossiers sectoriels : immigration, gestion de la diversité, urbanisme, santé, éducation et rendement économique. Il a par ailleurs ajouté qu'il est important de développer des indicateurs de capital social pour mesurer la réussite des interventions.

## **Séance plénière 7 : Réflexions sur les orientations politiques et la recherche – Table ronde de fonctionnaires principaux en matière de politique**

Un groupe de fonctionnaires principaux a été appelé à discuter des priorités en matière d'immigration et d'identifier tout rôle que pourrait y jouer le capital social. Ils ont aussi été invités à exprimer ce qu'ils pensaient des besoins relatifs à la recherche sur le capital social et l'immigration.

Les exposés en lien avec ces questions tendent vers l'idée que, pour surmonter les limites actuelles des programmes et de la capacité d'intégration, le capital social pourrait probablement être un outil important. La prestation des services des ministères fédéraux constitue l'un des domaines où le capital social pourrait être utile. On a par ailleurs souligné que le fait de mettre l'accent sur la jeunesse et l'éducation dans le cadre de la recherche sur le capital social, de même que de se pencher sur la dynamique des réseaux, y compris l'interaction entre le capital social affectif et relationnel, sont des éléments d'une importance croissante qui devraient faire partie d'un programme de recherche appliquée.

L'intégration réussie des immigrants et la gestion de la diversité demeureront des questions clés à court terme pour le Canada qui s'est engagé à accueillir un grand nombre d'immigrants. La réduction de l'efficacité des processus d'intégration des immigrants s'avère donc de plus en plus inquiétante. En même temps, des données récentes confirment que les réseaux sociaux sont une ressource importante pour les immigrants. Par conséquent, les questions relatives à l'intégration et à la diversité sont un terrain fertile pour les diverses applications pratiques de politiques liées au capital social. Appuyer et accroître les efforts actuels afin de recueillir des données sur le capital social, notamment à l'échelle locale sera sans doute d'une grande utilité.

## **Atelier préconférence**

Au Canada comme ailleurs dans le monde, de nouvelles enquêtes spécialisées sur l'immigration et la diversité ethnique produisent des données qui permettent de

quantifier certains aspects du capital social. D'autres enquêtes mettent l'accent directement sur le capital social et explorent plus en profondeur ses principales dimensions. Dans tous les cas, il s'avère difficile de bien mesurer ce concept multidimensionnel et les efforts en ce sens sont assez récents et rarement guidés par les mêmes principes opérationnels. À l'échelle internationale, on cherche un consensus relativement aux indicateurs à privilégier d'un point de vue comparatif. La série d'ateliers pré-conférence proposait un survol des données et indicateurs qui constituent le fondement empirique de notre compréhension actuelle du capital social du point de vue de l'immigration et de la diversité.

Les représentants des gouvernements canadien et australien ont donné le ton à la journée en présentant leur enquête longitudinale respective sur les immigrants ainsi que quelques constats préliminaires sur l'utilisation des réseaux de soutien social par les nouveaux arrivants pour s'établir et s'intégrer dans le pays hôte. Neil Nevitte a pour sa part présenté les données produites dans le cadre de l'*Enquête sur les valeurs mondiales*, une enquête comparative internationale.

Après avoir présenté les diverses sources des données sur la diversité ethnique, les représentants du ministère du Patrimoine canadien et de Statistique Canada ont décrit l'*Enquête sur la diversité ethnique* comme étant la première enquête canadienne post-censitaire axée sur les questions de diversité. Dans le cadre de cette enquête, on posait aux répondants une série de questions, dont certaines sur les réseaux sociaux et la participation civique. Chris Atwood, du Home Office britannique, a quant à lui brossé le portrait des progrès réalisés en terme de collecte de données sur le capital social et la diversité ethnique au Royaume-Uni par le biais de la *Home Office Citizenship Survey*.

Une série de présentations ont également permis de faire connaître une variété de nouvelles sources de données sur le capital social, dont l'*Enquête sociale générale : L'engagement social au Canada* de Statistique Canada de même que l'*Enquête sur l'égalité, la sécurité et les communautés* menée par l'Université de la Colombie-Britannique. Tom Sander, de l'équipe du Saguaro Seminar: Civic Engagement in America, de l'Université Harvard, est venu présenter la *Social Capital Community Benchmark Survey*, l'enquête scientifique la plus importante jamais effectuée en Amérique du Nord sur l'engagement civique. À la suite des exposés sur l'Amérique du Nord, Alan Mackay, de l'Australian Bureau of Statistics, a discuté des différentes initiatives et sources de données australiennes. Enfin, Tom Healy, du Department of Education and Science, en Irlande, a présenté les sources de données européennes sur le même sujet.

Au cours de la dernière séance, Simon Field, de l'OCDE, a présenté les initiatives internationales relatives aux données sur le capital social. Maryanne Kelly a présenté l'approche du Office of National Statistics (Royaume Unis) pour la mesure du capital social. Elle a aussi abordé la question de l'élaboration de lignes directrices pour développer des indicateurs du capital social comparables à l'échelle internationale.